

RAFIK BOUKLIA-HASSANE ET NAJAT ZATLA*

L'IDE dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effet sur la croissance économique^[1]

1. INTRODUCTION :

Le projet de constitution progressive d'une région euro-méditerranéenne repose sur l'instauration, à terme, du libre échange des marchandises et services et de la libre circulation des capitaux au sein de la zone. Bien que le mouvement des marchandises puisse être fortement corrélé à celui des capitaux, nous concentrons notre attention dans cette recherche sur l'investissement direct étranger qui constitue une modalité essentielle d'intégration régionale.

En nous plaçant du point de vue des économies réceptrices, nous poserons, tout d'abord, à l'instar de R. Lucas (1990), la question des déterminants de l'investissement direct étranger (IDE) entrant, notamment, dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM). La connaissance de ces déterminants et leur catégorisation est importante aussi bien pour les gouvernements du Sud soucieux d'accroître l'attractivité de leur économie que pour les décideurs européens lorsque ceux-ci sont à même d'agir sur les facteurs favorisant le mouvement des flux de capitaux vers le Sud. A l'aide d'une analyse économétrique, nous tenterons d'identifier les déterminants de l'IDE dans les pays du bassin sud et est de la Méditerranée. Les résultats seront alors utilisés pour définir un potentiel d'attractivité de ces pays qui nous permettra de savoir dans quelle mesure la région méditerranéenne demeure en marge de l'essor considérable qu'ont connu, au cours de la période récente, les flux d'investissement étranger à destination des pays en développement (PVD).

Nous nous interrogerons, ensuite, sur les effets de l'IDE sur la croissance des économies méditerranéennes réceptrices pour voir si la mobilité des capitaux, à travers l'IDE, favorise la croissance et la convergence de ces économies, un des objectifs assignés à ce processus d'intégration régionale. En effet, si les pays en voie de développement ont privilégié, au cours des années 70, l'endettement comme source de financement de leur déficit externe, cette politique a été infléchie, ensuite, sous le poids de la contrainte de solvabilité. L'investissement direct étranger apparaît aujourd'hui comme une alternative du fait qu'il est non générateur de dettes, la composante la moins volatile des flux de capitaux externes ainsi qu'un facteur potentiel de croissance. En fait, pour le cas des PSEM, les données d'observations ne permettent pas de conclure, sans ambiguïté, à une

influence significative de l'investissement étranger sur la croissance. Ce résultat nous conduira alors à rechercher des non linéarités et notamment des effets de seuils, l'influence de l'investissement étranger sur la croissance pouvant n'être significative qu'à partir d'un niveau donné d'IDE ou de capital humain. Nous examinerons également la possibilité d'une éviction de l'investissement local qui expliquerait la faible contribution de l'investissement étranger à la croissance des économies réceptrices.

L'analyse, dans la première partie, est empirique et repose sur des estimations économétriques sur données en panel. Dans la seconde partie, nous construirons un modèle intégrant l'IDE dans les nouvelles approches empiriques de la croissance qui se sont développées à la faveur de la réinterprétation du modèle de Solow par N.G Mankiw, D. Romer et D.Weil (1992). L'estimation en panel de ce modèle, permettra, en outre, de prendre en compte les différences inobservables entre les pays qui peuvent s'avérer déterminantes.

2. EVOLUTION DES FLUX DE CAPITAUX EXTERNES DANS LES PSEM :

Il est généralement admis que les PSEM restent encore en marge de l'essor des flux internationaux de capitaux entrant dans les PVD depuis le début de la dernière décennie. Alors que les flux de capitaux à destination des PVD ont plus que doublé entre 1991 et 1995, ceux en direction des PSEM déclinent sur la même période, passant de 10 à 7.5 milliards \$US [21]. Certes, un retournement favorable de cette tendance semble s'amorcer sur la période récente mais celui-ci est principalement tiré par la Turquie. En effet, celle-ci a reçu, à elle seule plus de 60% du total de ces flux en 1997 au moment où le reste des pays de ce groupe ne parvenaient pas encore à retrouver dans leur ensemble, le niveau de 1990. L'examen détaillé de l'évolution de ces flux fait apparaître les autres éléments suivants :

- Alors que les capitaux officiels représentaient l'essentiel des flux entrant dans les PSEM, cette tendance s'inverse sur la période récente avec un afflux relativement important de capitaux étrangers privés qui se substituent progressivement aux autres formes de financement. En 1997, les capitaux privés entrant dans les PSEM ont représenté plus de 90% du total des flux nets de capitaux reçus alors que ceux-ci étaient négligeables, voire négatifs, au début de la décennie. En fait, cette tendance n'est qu'un rattrapage d'une évolution similaire observée, notamment, dans les pays en transition du PECO depuis 1992 [3] et, plus généralement, dans les PVD dans leur ensemble tout au long de la décennie [4].
- Le deuxième fait notable est l'évolution de la structure du capital privé marquée par la faible progression de l'IDE dans les PSEM. Celle-ci se situe, en moyenne durant la période 1990-1997, à 8%, bien en deçà de la croissance soutenue des flux de capitaux privés dans cette région. En conséquence, la part de l'IDE dans le total des flux de

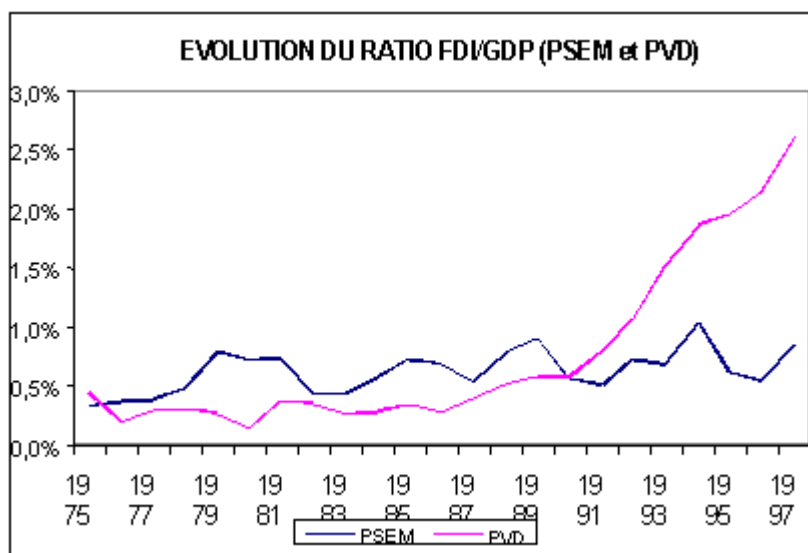
capitaux privés décline; ce qui contraste fortement avec la stabilité remarquable de ce rapport dans les économies en développement dans leur ensemble^[5].

- L'importance de l'IDE dans le financement externe de la croissance des PVD est désormais un fait d'observation. Il est, en 1997, la principale composante des flux de long terme dans les PVD et représente alors, près de 60% du total des flux de capitaux entrant dans ces pays. Cette résurgence de l'IDE est à rapprocher de son rôle attendu d'être, plus significativement que les autres formes de financement telles que l'endettement externe, un moteur de la croissance. Cependant, les PSEM demeurent relativement en marge de ce processus de substitution de l'IDE aux autres forme de financement et à l'endettement externe notamment. En effet, non seulement la croissance de l'IDE est moins soutenue dans les PSEM mais, de plus, les flux d'endettement externe y croissent plus vite que dans le reste des PVD.

Ainsi, et bien que les PSEM aient déployé, durant la dernière décennie, des efforts importants et coûteux en vue d'intensifier leur flux d'IDE, les résultats ne semblent pas avoir été à la mesure de la panoplie des actions engagées. Bien plus, la part des PSEM dans le total des flux en direction des PVD décline, passant de 12% en moyenne sur la période 1970-1985 à moins de 4% entre 1985 et 1997.

Ce constat reste valable, comme le montre la figure ci-dessous, lorsqu'on contrôle la taille du marché de ces économies.

Evolution du ratio FDI/GDP (PSEM et PVD)



Source : D'après World Bank (1999b)

De plus, l'évolution en ciseaux du ratio FDI/GDP, retracée par la figure, s'accompagne, de façon inattendue, d'un taux de croissance comparativement élevé des PSEM sur toute la période. Le dynamisme de cette région n'a, manifestement, pas été un facteur suffisant d'attractivité du capital étranger.

TABLEAU 1 : IDE ET CROISSANCE DANS LES PSEM ET PVD

	FDI/GDP		CROISSANCE GDP	
	1975-1990*	1990-1997	1975-1990*	1990-1997*
PSEM	0,62%	0,69%	4,38%	3,51%
PVD	0,37%	1,66%	3,33%	2,93%

*hors Liban

Source : D'après World Bank (1999 b)

3. ANALYSE EMPIRIQUE DES DETERMINANTS DE L'IDE DANS LES PSEM :

Cette apparente faiblesse de l'IDE entrant dans les pays méditerranéens au moment où d'autres PVD connaissent une augmentation massive de ces investissements pose naturellement la question de l'identification des facteurs déterminant le flux de ces investissements étrangers. Les déterminants de la localisation géographique des IDE ainsi que l'évaluation de leur contribution à la croissance des économies réceptrices deviennent, alors, deux questions essentielles à la connaissance des mouvements de ces capitaux externes.

A travers une analyse empirique, nous nous proposons dans cette section :

1. d'identifier, en nous situant du point de vue de l'économie réceptrice, les facteurs explicatifs des performances spécifiques des PSEM en matière d'attraction de l'investissement étranger,
2. d'évaluer la contribution spécifique de ces facteurs à la variabilité de l'IDE,
3. de voir si les PSEM, une fois que nous contrôlons les fondamentaux de leur économie, restent encore en marge des mouvements de capitaux étrangers que connaissent les PVD sur la période récente. Nous tenterons, à cet effet, de savoir si la faiblesse apparente des flux de capitaux à destination des PSEM est due à un potentiel d'attractivité *insuffisant* ou à une *inexploitation* du potentiel d'attractivité existant.

Peu d'études ont été consacrées aux déterminants de la localisation géographique de l'IDE dans les PSEM. Une contribution de l'ERF (ERF (1998)) consacrée aux pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord fournit une nomenclature générale des facteurs influençant la structure géographique des IDE. Celle-ci est conçue de façon pyramidale et intègre, par ordre d'antériorité, les facteurs d'ordre sociétal, les facteurs d'ordre infrastructurel, la dotation en facteurs de production, la stabilité de l'économie ainsi que la présence d'un environnement favorable et

incitatif. Peter, A Petri (1997), à l'aide d'un modèle économétrique, compare l'attractivité des PSEM à celle des PVD dans leur ensemble mais cette étude est menée en coupe transversale et, par conséquent, n'exploite pas la dimension temporelle des données. Notre analyse contribue à cette littérature :

- par l'intégration de données d'infrastructures physiques parmi les facteurs explicatifs de l'IDE,
- et, d'une façon plus générale, par la présentation d'une étude systématique et structurée en panel des facteurs influençant la localisation spécifique des IDE dans les pays du bassin sud et est de la région méditerranéenne.

A. Spécification du modèle :

a) Deux grands groupes de variables susceptibles d'affecter le niveau d'IDE entrant dans une économie peuvent être distingués. Le premier ensemble regroupe les facteurs spécifiques au pays d'origine de l'IDE et détermine l'offre de capitaux externes. Ces 'push-factors' qui représentent le coût d'opportunité des investissements étrangers affectent, d'une façon globale, l'ensemble des économies périphériques de la région. Dans ce cadre, nous utilisons le taux de croissance des principaux pays exportateurs de capitaux vers la région méditerranéenne comme facteur susceptible d'expliquer l'offre d'IDE vers la région.

b) Le deuxième groupe de variables se rapporte aux facteurs internes au pays d'accueil (pull-factors) qui incitent l'entreprise à se localiser à l'étranger. Ces facteurs sont spécifiques à l'économie réceptrice et déterminent la structure géographique des investissements étrangers. Dans ce cadre, nous introduisons, comme variable explicative, la croissance du marché qui sera approchée par le taux de croissance du PIB réel tandis que l'IDE sera rapporté au PIB afin de contrôler la taille du marché. Les conversions en dollars sont faites suivant la parité du pouvoir d'achat afin de corriger celles-ci des différences entre les prix domestiques.

c) L'un des objectifs des programmes de réforme économique initiés par les PSEM a été d'attirer les IDE dans leur économie respective. Ces réformes ont touché plusieurs domaines de l'économie: mesures de stabilisation interne (libéralisation et stabilisation des prix, réduction des dépenses publiques) ; libéralisation externe (réduction du taux de protection, convertibilité du compte courant et libéralisation progressive du compte capital par une réglementation permissive des IDE, du rapatriement du capital et des bénéficiaires et la conclusion de traités d'investissement bilatéraux) ; renforcement du secteur privé (promotion de l'investissement privé, privatisations). Comme on ne dispose pas d'un indice de réformes qui aurait réduit la dimension de ces facteurs potentiels d'attractivité, on utilisera le taux d'inflation et la mesure du déficit public pour évaluer les résultats des programmes de stabilisation, et le volume des échanges, en pourcentage du produit, comme mesure de l'ouverture de l'économie. L'importance accordée au secteur privé dans l'économie sera approximée, de façon frustrée, par le volume de crédit bancaire alloué à ce secteur. Faute d'indices synthétiques, cet ensemble d'indicateurs se voudrait, ainsi, approcher le degré de

stabilité macro-économique ainsi que l'état d'avancement des réformes économiques [6].

d) Nous nous proposons également d'examiner l'influence du stock d'infrastructure sur l'attractivité des économies ; des services d'infrastructure inadéquats pouvant constituer une barrière à l'entrée des investissements étrangers. L'infrastructure a, généralement, été étudiée à travers sa contribution potentielle à la croissance économique [7]. Nous considérons, pour notre part, l'infrastructure dans sa relation avec l'IDE pour évaluer sa contribution à l'afflux des investissements étrangers dans les pays sud méditerranéens. Le rôle des infrastructures physiques dans l'attractivité des IDE est souvent évoqué mais n'a pas, pour autant, fait l'objet d'une analyse systématique. La disponibilité de séries longues élaborées par D. Canning (1998) nous a permis, en recourant à l'analyse en composantes principales, de construire un indice synthétique d'infrastructures qui reproduit au mieux la variance des indicateurs retenus et d'examiner l'impact de la dotation en infrastructures physiques sur les flux d'IDE entrant dans les PSEM [8].

B. Résultats Empiriques :

a) Le groupe retenu comprend les neuf pays suivants pour lesquels on dispose de données suffisantes: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie. Nous avons utilisé un panel non 'balancé'. Dans le cas contraire, l'importance des données manquantes notamment sur le Liban et, à un degré moindre, sur Israël aurait considérablement réduit la taille de l'échantillon. La disponibilité de données dans leur double dimension individuelle et temporelle permet d'utiliser les techniques d'estimation sur données en panel. Celles-ci ont pour avantage de distinguer l'effet différencié des variables inobservables, que celui-ci soit spécifique au temps ou au pays.

b) Le tableau (2) présente les résultats de différentes estimations effectuées sur la période 1976-1997 pour le groupe des neuf pays retenus. Le test de spécification de Hausmann indique que le modèle avec effets aléatoires est plus approprié pour les équations (1), (4) et (5). Les équations (2) et (3) ont, par contre, été estimées en supposant les effets fixes. Dans une première étape, nous avons mis en relation, dans une régression de référence, l'IDE en pourcentage du PIB évalué en parité de pouvoir d'achat (FDIGDP) et les caractéristiques du marché domestique (taux de croissance du PIB : GDPRATE), l'indice du stock d'infrastructures (INFRA), un indicateur de stabilité économique (taux d'inflation: INFL) et un indicateur d'ouverture externe de l'économie (volume des échanges en pourcentage du PIB : TRADGDP). Toutes les variables explicatives sont retardées d'une période.

Les résultats reportés dans la première et deuxième colonne du tableau montrent que l'ensemble des variables, hormis le taux de croissance du PIB, sont significativement reliées, au seuil de 10%, à l'attractivité de l'économie réceptrice. En particulier, le degré d'ouverture sur l'extérieur du pays d'accueil ainsi que le niveau de son infrastructure affectent positivement les flux d'IDE entrant. Notons également que la prise en

compte de l'infrastructure physique améliorée, bien que légèrement, la qualité statistique de la régression.

Les régressions suivantes introduisent les variables approchant l'état des réformes économiques, en l'occurrence, le niveau du déficit public rapporté au PIB (DEFGDP) et la taille du secteur privé approximée par les crédits alloués au secteur privé en pourcentage du PIB (CREDGDP) ainsi que les facteurs externes (CROIS_EXT) susceptibles d'affecter l'afflux d'IDE à travers le taux de croissance des principaux pays d'origine de l'investissement étranger (UE et Etats-Unis). Ces régressions successives permettent, non seulement, d'évaluer la contribution des variables correspondantes à l'évolution de l'attractivité mais, également, d'examiner la robustesse, au sens de Levine et Renelt (1992), de la régression de référence (colonne 2). Bien que ces variables, hormis Credgdp, soient affectées du signe attendu, leur significativité statistique reste, cependant, très faible ne permettant pas de conclure, sans ambiguïté, à une corrélation entre l'IDE entrant dans les PSEM et les mesures engagées par ces pays, notamment, pour renforcer le secteur privé ou pour réduire les déficits publics. La qualité de ces variables proxy ne nous a pas permis, néanmoins, de tester des spécifications alternatives, notamment, l'existence de seuils à partir desquels l'état d'avancement des réformes deviendrait significatif. Remarquons, enfin, que le conditionnement par cet ensemble de variables n'affecte pas fondamentalement la qualité statistique de la régression de référence (2). Il apparaît, en ce sens, une robustesse relative de la relation entre l'IDE, d'une part, et, d'autre part, la libéralisation des échanges externes (ouverture sur l'extérieur) et l'état des infrastructures physiques dans les pays sud et est méditerranéens.

TABLEAU 2 : ESTIMATION DES DETERMINANTS DE L'IDE DANS LES PSEM : 1976-1997

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Constant	0.060 <i>0.4</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	0.023 <i>0.12</i>	0.11 <i>0.7</i>
Gdprate(-1)	0.007 <i>1.0</i>	0.007 <i>0.98</i>	0.007 <i>0.9</i>	0.004 <i>0.5</i>	0.01 <i>1.33</i>
Tradgdp(-1)	0.012 <i>3.</i>	0.022 <i>4.4</i>	0.022 <i>4.3</i>	0.017 <i>3.1</i>	0.009 <i>2.4</i>
Infra(-1)		0.48 <i>3.3</i>	0.49 <i>3.3</i>	0.11 <i>1.1</i>	0.09 <i>1.3</i>
Infl(-1)	-0.001 <i>-1.5</i>	-0.001 <i>-1.6</i>	-0.001 <i>-1.6</i>	-0.002 <i>-1.5</i>	-0.002 <i>-1.8</i>
Credgdp(-1)			-0.002 <i>-0.5</i>		
Defgdp(-1)				0.006 <i>0.7</i>	
Crois.Ext					0.01 <i>0.40</i>
Khi²TestHausmann	1.76	10.62	30.98	9.76	10.38
p-value	<i>0.62</i>	<i>0.03</i>	<i>0.00</i>	<i>0.08</i>	<i>0.06</i>
R² ajusté	0.30	0.34	0.34	0.27	0.26
Nre d'Observ	166	166	166	140	158

Source des données: Worls Bank (1999b), IMF (1996), D. Canning (1998).

Variable dépendante : IDE en pourcentage du PIB (PPP).

FDIGDP est l'investissement étranger rapporté au PIB.

GDPRATE est le taux de croissance du PIB.

TRADEGDP est le volume des échanges extérieurs en pourcentage du PIB.

INFRA est un indice d'infrastructure pour les PSEM.

INFL est la taux de croissance de l'indice des prix à la consommation.

CREDGDP est le volume des crédits bancaires alloués au secteur privé en pourcentage du PIB.

DEFGDP est le déficit budgétaire en pourcentage du PIB (un signe positif est un excédent).

CROISS_EXT est le taux de croissance moyen de l'UE et les EU pondéré respectivement par 2/3 et 1/3.

Méthode d'estimation : LSDV pour (2), (3), (4) et RE pour le reste des équations. t de Student reportés en italique. Période d'estimation : 1976-1997

C. Contribution des facteurs explicatifs de l'évolution de l'IDE :

La régression de référence (2) peut être utilisée pour évaluer la contribution des différentes variables aux fluctuations de l'IDE dans les pays méditerranéens.

TABLEAU 3: DECOMPOSITION DE L'ECART A LA MOYENNE REGIONALE DE L'IDE SUIVANT LA CONTRIBUTION DES VARIABLES EXPLICATIVES: 1976-1997

	<i>FDIGPP</i>	<i>EFFETSFLXES</i>	<i>GDP RATE*</i>	<i>TRAD GDP*</i>	<i>IND INFRA*</i>	<i>INFL*</i>	<i>RESIDUS</i>
<i>ALG</i>	-0.29	0.03	-0.01	-0.04	-0.32	-0.01	0.07
<i>EGY</i>	0.48	0.98	0.01	-0.28	-0.23	-0.01	0.01
<i>ISR</i>	0.15	-1.35	0.00	0.39	1.18	0.07	-0.13
<i>JOR</i>	0.08	-0.20	0.01	0.42	-0.18	-0.02	0.06
<i>MAR</i>	-0.10	0.47	-0.01	-0.24	-0.35	-0.02	0.06
<i>SYR</i>	-0.26	-0.25	0.01	0.01	-0.07	-0.01	0.05
<i>TUN</i>	0.45	0.24	0.00	0.02	-0.07	-0.03	0.29
<i>TUR</i>	-0.26	0.08	0.00	-0.34	0.04	0.05	-0.09

Note : $x^*_i = (x_i - \bar{x}) / a_x$ où x_i est la moyenne temporelle du pays i , \bar{x} la moyenne régionale et a_x le coefficient de x dans la régression de référence. Le résidu est égal à $fgdpp - (\text{somme } x^*_i)$.

En *moyenne* sur la période 1976-1997, les variables qui contribuent le plus aux variations de l'investissement étranger autour de sa moyenne régionale sont le degré d'ouverture de l'économie et l'état des infrastructures. Une plus grande ouverture de l'économie en Egypte et Turquie, dont le niveau est inférieur à la moyenne régionale, améliorerait davantage l'attractivité de ces pays. L'infrastructure contribue de façon essentielle à l'afflux des capitaux étrangers en Israël alors que le faible développement de celle-ci en Algérie et au Maroc a constitué l'une des barrières les plus importantes à l'entrée des IDE dans ces pays. Cette décomposition confirme, enfin, que, dans l'ensemble, le taux de croissance de l'économie n'a que faiblement contribué, en moyenne, aux fluctuations de l'IDE.

D. Biais régional :

La détermination des facteurs de localisation de l'IDE conduit à s'interroger sur la présence d'un éventuel biais régional dans la distribution géographique de l'IDE dans les PVD. Les performances des pays du bassin Sud et Est de la région méditerranéenne en termes d'afflux des IDE sont-elles comparables à celles des PVD dans leur ensemble ?

Pourtant, la faiblesse des flux d'investissements étrangers en direction des PSEM relativement à la moyenne des PVD est communément admise et semble être un fait d'observation. Elle apparaît à travers l'évolution du rapport de l'IDE à la taille de l'économie, principalement sur la période récente, et l'analyse statistique de cette évolution, présentée précédemment, confirme, de prime abord, ce jugement. Néanmoins, en procédant à une comparaison entre des économies *structurellement différentes*, ces analyses ne permettent pas de

déterminer si la faible attractivité des PSEM est inhérente aux caractéristiques spécifiques de leur économie ou relève, au contraire, d'un biais régional qui persiste même lorsqu'on contrôle les fondamentaux de ces économies.

La question est importante du point de vue des politiques économiques car, selon le cas, les faibles performances des PSEM relèveraient d'un potentiel d'attractivité insuffisant ou, alternativement, d'une intensité des flux d'IDE loin du potentiel d'attractivité existant dans ces pays.

Pour mettre en évidence un éventuel biais régional contre l'investissement direct dans le bassin sud méditerranéen, nous avons introduit dans les spécifications précédentes une variable indicatrice régionale, DUMMY_PSEM, prenant la valeur 1 pour les PSEM et 0 ailleurs pour un échantillon de 54 pays en développement^[9]. Par cela, nous considérons, non plus les différences entre les pays, comme précédemment, mais les spécificités inter régionales (PSEM / reste des PVD). La variable indicatrice des pays d'Amérique Latine figurant dans l'échantillon, DUMMY_AL, permet de comparer les performances de ces économies avec celles des PSEM.

Nous contrôlons ainsi, sur chaque période, la taille de l'économie, son taux de croissance, son degré d'ouverture, sa stabilité économique et son stock d'infrastructure. Trois périodes d'estimation ont été retenues. Elles couvrent successivement les années 1976-1997, 1980-1985 et 1990-1995.

La première colonne du tableau 4 présente les résultats d'estimation pour l'ensemble des 54 pays de l'échantillon. On constate que la qualité de l'estimation s'améliore lorsqu'on passe du sous-groupe des PSEM à l'ensemble des PVD. Le taux de croissance du PIB et l'indice d'infrastructure deviennent, ainsi, des déterminants significatifs, au seuil de 1%, des flux d'investissements étrangers vers les PVD.

L'intensité *relative* des flux d'IDE vers les PSEM est étudiée dans les régressions (2), (3), et (4). Celles-ci révèlent la présence d'un biais régional significatif contre les PSEM sur l'ensemble des périodes étudiées. On peut ainsi estimer que, entre 1976 et 1997, et après correction des caractéristiques structurelles des économies, l'attractivité des PSEM a été de 0.2 point inférieure aux autres régions. Ce biais négatif est plus important en fin de période passant de 0.26 entre 1980-1989 à 0.40 entre 1990-1995.

Ces résultats indiquent que les flux d'IDE à destination des PSEM sont loin du potentiel d'attractivité existant dans ces pays, les investisseurs étrangers ayant une 'préférence' non expliquée par le modèle pour les autres régions. Ce biais régional négatif, est présent, de façon quelque peu inattendue, tout au long des 2 dernières décennies. Il confirme, néanmoins, la dégradation significative des performances de ces pays relevée au cours des années 90.

En résumé, les résultats empiriques que nous avons présentés, bien qu'ils ne soient pas sous-tendus par un modèle théorique, montrent,

néanmoins, une fragilité relative des corrélations (partielles) entre l'afflux d'IDE dans les PSEM et les variables explicatives que nous avons adoptées. Cependant, le stock d'infrastructures affecte positivement les flux d'IDE entrant alors que, de toutes les composantes des réformes, le degré d'ouverture économique est la plus significative. Ces mêmes relations, appliquées aux PVD dans leur ensemble, apparaissent plus robustes et significatives.

Nous avons également mis en évidence, par rapport aux spécifications retenues et aux variables proxy adoptées, un biais régional négatif contre l'investissement étranger dans les pays sud méditerranéens. Ce biais régional est significatif et aurait probablement été plus accentué sur la période récente si on avait inclus les pays de l'Europe centrale et orientale dans l'échantillon des PVD considéré.

TABLEAU 4: ESTIMATION DU BIAIS REGIONAL :

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Période	1976-1997	1976-	1980-	1990-	1976-
Constant	0.11 <i>1.2</i>	-0.05 <i>-1.2</i>	-0.16 <i>-2.2</i>	-0.05 <i>-0.8</i>	-0.11 <i>-2.4</i>
Gdprate(-1)	0.020 <i>5.4</i>	0.02 <i>5.6</i>	0.02 <i>3.9</i>	0.02 <i>1.9</i>	0.02 <i>5.7</i>
Tradg dp(-1)	0.012 <i>5.4</i>	0.023 <i>14.5</i>	0.020 <i>8.5</i>	0.30 <i>11.5</i>	0.023 <i>14.7</i>
Infra_PVD(-)	0.21 <i>5.3</i>	0.07 <i>3.4</i>	-0.05 <i>-1.1</i>	0.09 <i>2.7</i>	0.05 <i>2.5</i>
Infl(-1)	-3.5.E-5 <i>-0.1</i>	5.7.E-6 <i>0.2</i>	7.9.E-4 <i>1.2</i>	-1.4.E-5 <i>-0.3</i>	- <i>-0.12</i>
Dummy_Psem		-0.29 <i>-5.5</i>	-0.26 <i>-2.9</i>	-0.32 <i>-3.7</i>	-0.22 <i>-3.9</i>
Dummy_AL					0.12 <i>2.5</i>
R ² ajusté	0.57	0.28	0.28	0.44	0.29
Nbr d'Obser	782	782	211	282	764

Variable dépendante : IDE en pourcentage du PIB
 DUMMY_PSEM et DUMMY_AL sont des variables indicatrices respectivement des PSEM et des pays d'Amérique Latine. Les autres variables sont définies dans les tableaux précédents.
 Estimation par RE pour (1) et MCO pour (2), (3), (4) et (5). t de Student en italique.

4. INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET CROISSANCE DES PAYS SUD MÉDITERRANÉENS :

Jusqu'à une période récente, l'endettement externe a été la source de financement privilégiée des PVD. Une immense accumulation de dettes s'en suivi, portée, d'une part, par des politiques économiques peu prudentes des économies latino-américaines et, d'autre part, par une

crédibilité externe accrue des pays exportateurs de ressources minières à la suite des chocs favorables de la décennie 70 sur les termes de l'échange.

Cependant, il est vite apparu que la croissance que ces pays ont pu initialement connaître n'était pas soutenable à long terme car essentiellement 'extensive', tirée, notamment, par l'augmentation des dépenses publiques que ces entrées de capitaux permettaient [10].

L'assainissement économique des pays latino-américains du milieu des années 80, les plans d'ajustement structurel, notamment dans certains pays du Sud ou de l'Est de la Méditerranée, ont eu un double objectif:

1. Stabiliser ces économies pour renouer avec une croissance soutenable,
2. Susciter un regain de confiance des investisseurs étrangers, l'IDE se devant de contribuer positivement à la croissance.

Dès 1993, l'IDE représentait la principale composante des flux de capitaux de long terme entrant dans les PVD. Les coûts occasionnés par la concurrence que se livrent, désormais, ces pays en vue d'accroître leur attractivité laissent penser, en retour, à une contribution, sans ambiguïté, positive de l'IDE à la croissance. Notre but, dans cette partie, est de voir si cet objectif attendu peut être supporté analytiquement et validé empiriquement dans le cas des PSEM.

Plus particulièrement, les données d'observations sur les économies sud et est méditerranéennes permettent-elles de mettre en évidence :

- Une corrélation positive entre l'IDE et la croissance des économies réceptrices,
- Une interaction entre l'IDE et la dynamique du capital humain,
- Une relation de complémentarité (ou une relation d'éviction) entre l'investissement étranger et l'investissement local ?

A. Fondements théoriques de la modélisation :

Nous avons intégré l'IDE dans un modèle s'inscrivant dans les nouvelles approches empiriques de la croissance et dérivé des spécifications simples permettant d'évaluer l'effet de l'IDE sur la croissance des économies réceptrices. Le modèle utilisé est celui de Solow (1956) que nous 'augmentons' par le capital humain et le capital étranger et dans lequel l'investissement étranger, à travers une diffusion de la technologie et une plus grande ouverture économique, affecte positivement l'accumulation du capital humain.

La fonction de production, pour une économie i dont nous omettons l'indice, est une Cobb-Douglas à rendements constants par rapport à l'ensemble des facteurs de production mais à rendements décroissants par rapport aux facteurs accumulables. En désagrégant le capital local en capital physique K et humain H , la production se fait alors suivant :

$$Y = A(K + K^e)^\alpha H^\beta (AL)^{1-\alpha-\beta}$$

où K^e représente le capital physique étranger. Le progrès technique A et le travail L croissent à des taux respectifs constants et exogènes : g

et n tandis que le capital physique et humain se déprécie au taux identique δ .

Nous intégrons, dans la spécification, un effet de taille :

$$K^e = a.K$$

qui exprime la correspondance entre le capital étranger et la taille de l'économie approximée par son stock total de capital. Cette correspondance peut, également, être interprétée comme une relation de complémentarité entre le capital étranger et local.

La propension à investir le capital physique, s_k , comme dans Solow, est considérée comme exogène. Nous supposons qu'il en est de même pour la propension à investir le capital humain s_h . Ces rapports sont définis, avec des notations évidentes, par :

$$s_k = \frac{I_k}{Y - rK^e} ; s_h = \frac{I_h}{Y - rK^e}$$

Tenant compte de l'influence de l'IDE sur l'accumulation du capital humain, la dynamique du modèle, lorsque les variables sont évaluées en unité de travail efficace, s'exprime par :

$$\dot{k} = s_k y - (n + g + \delta)k$$

$$\dot{h} = s_h y - (n + g + \delta)h + \theta a k$$

où l'effet spécifique du capital étranger sur l'évolution du capital humain dépend du paramètre θ .

Si g et g_f désigne la croissance de l'économie, respectivement, en économie ouverte au capital étranger et en situation d'autarcie financière, la résolution complète du modèle aboutit alors à **[11]** :

$$g = g_f + \frac{1}{s} (1 - \exp(-\lambda s)) \cdot \text{Log } y_0 + \frac{1}{s} (1 - \exp(-\lambda s)) \cdot \frac{\alpha}{1 - \alpha - \beta} a$$

$$+ \frac{1}{s} (1 - \exp(-\lambda s)) \cdot \frac{\beta}{1 - \alpha - \beta} \theta a \frac{s_k}{(s_h (n + g + \delta))}$$

Une contre partie de cette équation estimable économétriquement est :

$$\text{Log } y_t = \alpha_0 + \alpha_1 \text{Log } y_{t-1} + \alpha_2 \text{Log}(s_k)_t + \alpha_3 \text{Log}(s_h)_t + \alpha_4 \text{Log}(n + g + \delta)_t +$$

$$+ \alpha_5 a_t + \alpha_6 \left(\frac{a s_h}{s_k (n + g + \delta)} \right)_t \quad (1)$$

avec les restrictions à-priori suivantes :

$$\alpha_2 + \alpha_3 + \alpha_4 = 0 \text{ et } \alpha_2 - \alpha_5 = 0$$

En l'absence de spillover, le modèle se réduit à :

$$g = g^f + -\frac{1}{5}(1 - \exp(-\lambda s)). \text{Log } y_{t0} + \frac{1}{5}(1 - \exp(-\lambda s)). \frac{\alpha}{1 - \alpha - \beta} \alpha$$

et peut être estimé sous la forme :

$$\text{Log} y_{it} = \alpha + \alpha_1 \text{Log} y_{it} + \alpha_2 \text{Log}(sx)_{it} + \alpha_3 \text{Log}(sx)_{it} + \alpha_4 \text{Log}(n+g+\delta)_{it} + \alpha_5 \text{Log} y_{it} \quad (2)$$

B. Présentation des résultats de l'analyse empirique :

Le tableau 5 présente les résultats d'estimation du modèle (2) dans lequel le taux d'investissement en capital humain est approché, à l'instar de la plupart des approches empiriques de la croissance, par le taux de scolarisation dans le secondaire évalué pour les PSEM comme la moyenne temporelle, pour chaque pays, des données disponibles sur l'ensemble de la période 1985-1997. En outre, la variable représentant l'attractivité est approximée par le taux d'investissement étranger $\frac{IDE}{Y}$.

Du fait de la présence de variables spécifiques aux pays (Lschoolm et Lgdpc0 infra), les effets individuels ont été supposés aléatoires ; dans le cas contraire, nous aurions une parfaite colinéarité entre les effets fixes et les variables individuellement spécifiques.

Le résultat notable de ces régressions est l'obtention d'une relation positive entre le degré d'attractivité, approximé par l'IDE en pourcentage du PIB, et la croissance de l'économie. Toutefois, cette relation positive est faiblement significative. Dans ce type de modèle, cependant, l'omission d'une variable explicative peut affecter la significativité des autres variables (J. De Gregorio (1992), R. Levine et D. Renelt (1992)). Aussi avons-nous introduit, afin de contrôler la régression, des variables auxiliaires susceptibles d'avoir, par différents canaux, une incidence sur la croissance économique. Compte tenu du nombre réduit de pays, nous avons limité le nombre de variables explicatives et avons, d'abord, introduit le volume des échanges, en pourcentage du PIB (Tradgdp) comme variable approchant le degré d'ouverture économique. En outre, la croissance de certaines économies, basée sur l'agriculture, peut dépendre des aléas climatiques. Aussi avons-nous construit une variable indicatrice, dummy_pluviométrie, égale à 1 si l'indice de la production céréalière est en hausse et 0 sinon [12].

TABLEAU 5 : INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET CROISSANCE DES PSEM

Equations Variables	(1)	(2)	(3)	(4)
Constant	-0.51 (-0.7)	-0.52 (-0.7)	-0.5 (-0.6)	-0.7 (-1.3)
Lgdpc0	0.87 (8.5)	0.88 (8.5)	0.87 (7.7)	0.85 (13.1)
Lgdigdp	0.17 (5.1)	0.15 (4.3)	0.16 (4.4)	0.13 (3.2)
Lndg	-0.42 (-4.2)	-0.41 (4.1)	-0.41 (-4.1)	-0.50 (-4.6)
Lschoolm	0.10 (0.6)	0.10 (0.55)	0.09 (0.5)	0.077 (0.7)
Fdigdp		0.031 (1.23)	0.029 (1.16)	0.036 (1.33)
Dummy_pluviométrie.			-0.007 (-0.37)	
Tradgdp				0.002 (0.9)
R^2	0.97	0.97	0.97	0.97
Nbr Obs	112	112	112	112

Variable dépendante : Log du PIB réel per capita

Lgdpc0 est le Log du PIB réel per capita en 1985

Lgdigdp est le Log du taux d'investissement en capital physique

Lschoolm est le Log du taux de scolarisation dans le secondaire calculé comme moyenne temporelle des données disponibles

Lndg est le Log de la croissance de la population augmentée de 0,05

fdigdp est le flux net d'IDE entrant en pourcentage du PIB.

Dummy_pluviometrie est une variable proxy indicatrice de la pluviométrie égale à 1 si la production céréalière est en hausse et 0 sinon.

Tradgdp est une variable proxy du degré d'ouverture de l'économie égale au volume des échanges en pourcentage du PIB.

Méthode d'estimation : panel avec effets aléatoires. t de Student entre parenthèses

Période d'estimation : 1985-1997 .

Source des données: World Bank (1999a - b).

Les régressions (3-4), incorporant ces différentes variables, confirment la relation positive précédemment établie entre la croissance et l'investissement direct étranger. Néanmoins, la précision de l'estimation ne s'améliore pas, outre mesure, et les variables auxiliaires entrent de façon non significative dans la régression

L'investissement direct étranger n'agirait donc que de façon faiblement significative sur la croissance des économies sud méditerranéennes réceptrices. S'agit-il d'une propriété spécifique aux pays étudiés ou d'une situation susceptible de généralisation à l'ensemble des PVD ?

a) Afin de tester la validité générale de cette proposition, nous avons réestimé l'équation (4) ci-dessus sur la période 1975-1997 pour l'échantillon des 54 pays en développement précédemment constitué. De plus, nous avons introduit le taux d'inflation ainsi que le déficit public, en pourcentage du PIB, comme variables de stabilité économique. Les

résultats, qui sont reportés dans le tableau 6 qui suit, montrent, dans la première colonne, que les coefficients de toutes les variables conventionnelles, , ont le signe attendu et sont fortement significatifs. En outre, l'attractivité (Fdigdp) affecte positivement et significativement, au seuil de 1%, la croissance des PVD dans leur ensemble.

Ce résultat contraste avec celui observé pour les PSEM. Il suggère alors :

1. de possibles non-linéarités entraînant des effets de seuil: faiblement significative dans le cas du groupe de pays à faible niveau d'attractivité ou à faible niveau de capital humain, la relation IDE - croissance redevient forte lorsqu'elle concerne les pays à niveau d'attractivité ou de capital humain élevé,
2. Une faible diffusion technologique amenuisant les effets dynamiques de l'IDE sur la croissance
3. Ou une absence de complémentarité entre l'IDE et l'investissement local du fait de conditions de production durablement plus performantes des firmes étrangères ou encore, d'une polarisation des IDE à destination des PSEM sur des secteurs non entraînant.

b) La forte significativité des variables fdigdp et fdigdp*lschool dans la régression (2) montre une relation de complémentarité entre le capital humain et étranger dans leur incidence sur la croissance. Ce résultat est également mis en évidence par E.BORZENSTEIN, J. DE GREGORIO et J.W LEE (1998). Il implique que l'effet de l'IDE sur la croissance est d'autant plus élevé que le taux d'investissement en capital humain dans le pays y est élevé: dans le cas considéré, l'influence de l'IDE est positive et croissante par rapport au capital humain à partir d'un seuil de lschool égale à 0.195/0.0547 correspondant à un taux de scolarisation dans le secondaire de 37 pour-cent atteint par l'ensemble des pays sud méditerranéens[13].

Ainsi, ces seuils ne constitueraient pas, toute chose égale par ailleurs, un obstacle à une contribution positive de l'IDE à la croissance. Ces spécifications ont, cependant, été introduites de façon ad-hoc. Le modèle (1) tente, par contre, de fournir une rationalisation à l'effet dynamique de l'IDE sur la croissance par l'introduction du terme

$\frac{as_H}{(s_X(n + g + \delta))}$ représentant l'effet indirect de l'IDE sur la

croissance via le capital humain. Il faut, toutefois, noter que cette dernière spécification pose un problème de multicollinéarité du fait de la forte corrélation entre les variables d'attractivité et de spillover malgré la périodicité annuelle destinée à augmenter le nombre d'observations pour, précisément, réduire cette multicollinéarité[14]. Les résultats d'estimation de ce modèle sont reportés dans la deuxième partie du tableau 6.

On constate que le coefficient de la variable $\frac{as_H}{(s_X(n + g + \delta))}$,

lorsque celle-ci est introduite séparément, a le signe positif attendu indiquant une contribution positive, quoique faiblement significative, de l'IDE à la croissance transitant par le capital humain (colonne 3). Cependant, lorsque cette variable est incluse simultanément avec l'attractivité (colonne 4), cette dernière se voit affectée du mauvais signe, conséquence de la multicollinéarité, relevée ci-dessus, qui affecte

ces deux variables et qui ne permet pas l'identification de leur effet. La colonne (5) reporte les résultats d'estimation pour l'ensemble des PVD.

Ces résultats, bien qu'en accord avec les prédictions du modèle, sont, toutefois, peu robustes et, tant le signe que la significativité des variables $Fdigdp$ et $Spillover$ dépendent des variables de contrôle retenues.

TABLEAU 6 : IDE ET DIFFUSION TECHNOLOGIQUE DANS LES PVD

Equations	(1) Pvd	(2) Pvd	(3) Psem	(4) Psem	(5) Pvd
Constant	-0.98 (-3.2)	-0.91 (-2.9)	-0.18 (-0.9)	-0.08 (-0.14)	-0.98 (-3.2)
Lgdp0	0.79 (22.)	0.88 (26.8)	0.90 (6.5)	0.89 (6.5)	0.79 (24.4)
Lgdigdp	0.10 (5.3)	0.10 (6.0)	0.15 (4.3)	0.15 (4.3)	0.10 (5.1)
Lndg	-0.51 (-4.3)	-0.55 (-4.6)	-0.39 (-4.1)	0.36 (-3.5)	-0.50 (-4.2)
Lschool	0.19 (8.9)				0.20 (9.0)
Fdigdp* Lschool		0.0547 (2.8)			
Fdigdp	0.037 (3.2)	-0.195 (-2.5)		-0.05 (-0.7)	0.020 (1.4)
Spillover			0.13 (1.3)	0.75 (1.1)	0.11 (1.8)
Deficit Pub.	0.01 (8.1)	0.01 (7.3)			0.011 (8.2)
Inflation	-3.21E-5 (-3.5)	-3.7E-5 (-3.9)			-3.3E-05 (-3.6)
Tradegdp	1.4E-3 (1.81)	0.004 (8.7)			0.0007 (0.9)
R2	0.97	0.97	0.97	0.97	0.97
Nb. Observ.	696	696	112	112	696

Variable dépendante : logarithme du PIB réel per capita,

Lgdp0 est le logarithme du PIB réel per capita en 1975 pour les PVD et 1985 pour les PSEM,

Spillover représente le terme $fdigdp * gdigdp / (school * ndg)$,

Lschool est évalué comme moyenne temporelle pour les PSEM,

Méthode d'estimation : panel avec effets aléatoires. t de Student entre parenthèses,

Période d'estimation : 1975-1997 pour les PVD et 1985-1997 pour les PSEM.

Source des données : World Bank (1999 a-b).

En fait, nous pouvons avancer l'hypothèse que, à côté d'éventuels effets de seuil ou d'une insuffisante capacité d'absorption technologique des entreprises locales, c'est, tout autant, l'absence de complémentarité entre le capital étranger et local qui expliquerait le faible impact de l'IDE sur la croissance des économies sud et est méditerranéennes. Cette relation entre l'investissement étranger et local est examinée à l'aide des régressions présentées dans le tableau (7).

TABLEAU 7: COMPLEMENTARITE ENTRE L'IDE ET L'INVESTISSEMENT LOCAL

Variables	Psem		Pvd	
	(1)	(2)	(3)	(4)
Constant	9.4 (10.3)	-20.6 (-3.7)	8.1 (26.5)	5.8 (10.2)
Gdprate	0.34 (3.7)	0.29 (3.4)	0.09 (2.8)	0.032 (1.4)
Fdigdp	1.71 (2.0)	0.46 (0.56)	3.03 (12.4)	2.72 (11.7)
Infl	-0.009 (-0.9)	-0.02 (-2.2)	-0.0002 (-0.7)	-6.8E-05 (-0.3)
Defgdp	-0.42 (-5.0)	-0.37 (-4.8)	-0.15 (-3.9)	-0.10 (-3.6)
Lschool		8.0 (5.5)		0.64 (4.0)
R2	0.26	0.39	0.19	0.20
Nbr Obs	141	141	752	666

Variable dépendante : Investissement en pourcentage du PIB.
 Les variables explicatives sont définies dans les tableaux précédents.
 Méthode d'estimation : MCO. t de Student entre parenthèses Période d'estimation : 1975-1997.

En présence de complémentarité entre l'IDE et l'investissement local, le coefficient de l'IDE rapporté au PIB (FDIGDP) est supérieur à 1 **[15]**. Si l'hypothèse est acceptable pour les PVD dans leur ensemble (Régressions 3 et 4), par contre, les données d'observation semblent rejeter une telle hypothèse pour les économies sud méditerranéennes (Régressions 1 et 2). Bien que ces résultats soient sensibles aux méthodes d'estimation retenues, on ne peut, ainsi, exclure que les effets statiques soient dominants et que les investissements étrangers exercent, en impact, un effet d'éviction du capital local qui réduit leur contribution à la croissance des économies des PSEM.

4. CONCLUSION ET IMPLICATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE :

Dans cette étude, nous avons abordé l'analyse de l'IDE dans les PSEM à travers la détermination des facteurs de sa localisation d'une part, et l'évaluation, d'autre part, de son effet sur la croissance économique. En identifiant les déterminants de l'IDE, nous avons tenté de donner un contenu précis à la notion de potentiel d'attractivité des PSEM. Il est apparu que les caractéristiques structurelles de ces économies, dans la mesure des données statistiques disponibles, ne suffisaient pas à expliquer le niveau des flux entrant dans ces pays. En second lieu, l'analyse économétrique qui a été menée a montré l'ambiguïté, pour le moins, de l'impact de l'IDE sur la croissance des pays sud méditerranéens comparativement au reste des PVD.

Les PSEM doivent ainsi faire face à un double challenge: accroître, d'une part, leur flux d'investissement entrant et, d'autre part, et d'une façon tout aussi fondamentale, intensifier ces flux en promouvant les IDE porteurs de croissance de par les effets de diffusion que ceux-ci sont susceptibles d'exercer. Le degré d'ouverture de l'économie, approximé par la somme des échanges extérieurs, est fortement significatif dans toutes les spécifications retenues et agit favorablement sur l'intensité des flux entrant. Aussi, une politique de change et de déprotection appropriée devrait-elle améliorer l'attractivité des économies réceptrices. Certes, la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires peut réduire le niveau l'IDE mais cet effet négatif concernera principalement l'IDE de type 'tariff-jumping' qui est, en général, un investissement volatile et orienté vers le marché local de par sa faible compétitivité sur le marché international.

Le rôle des infrastructures n'a pas reçu une attention suffisante dans la littérature sur les déterminants de l'IDE. Le faible niveau du stock d'infrastructure constitue un frein au développement des investissements étrangers dans la région principalement dans les pays du Maghreb et l'Egypte. En présence de services d'infrastructure déficients, la réponse de l'IDE aux réformes économiques entreprises en vue d'accroître l'attractivité de ces pays peut s'avérer décevante. En conséquence un développement des infrastructures, non seulement exerce un effet favorable sur l'attractivité de l'économie, mais permet également, lorsqu'il est financé par un appel à l'investissement étranger et, de par l'importance du volume d'investissement qu'il requiert et qu'il induit en retour, d'atteindre le seuil critique d'IDE à partir duquel les non linéarités peuvent s'exercer.

Si ces mesures de politiques économiques sont destinées à accroître le potentiel d'attractivité des PSEM, elles ne permettent pas, cependant, de supprimer, à elles seules, le gap que l'analyse économétrique a mis en évidence entre le potentiel d'attractivité et l'investissement entrant. Une politique volontariste des pays d'origine de l'IDE visant à réduire sinon à supprimer le biais régional négatif trouverait, dès lors, sa justification. Celle-ci aura à dépasser le cadre strictement économique pour promouvoir un rapprochement culturel entre les rives Nord et Sud et créer les formes institutionnelles contribuant à restaurer *l'attractivité sociétale* des PSEM que la proximité géographique et les relations historiques devraient, toutes choses égales d'ailleurs, faciliter.

D'autre part, un intense effort des Agences de Promotion de l'IDE est également nécessaire en vue de révéler et mettre en avant le potentiel d'attractivité de la région qu'une image négative, parfois associée à la région, tend à occulter.

Enfin, la faible corrélation entre les réformes engagées par les PSEM et les flux d'IDE entrant dans les PSEM peut être la conséquence d'une perception de fragilité par les firmes étrangères des réformes entreprises dans ces pays. Dans ce contexte, l'un des avantages attendus et liés aux accords d'association est la crédibilité que ces derniers confèrent aux réformes engagées dans les pays du Sud qui,

autrement, pourraient être considérées par les entreprises étrangères comme des engagements réversibles et non crédibles.

Cette étude a également mis en évidence la faible contribution de l'IDE à la croissance des PSEM. En fait, ce n'est pas uniquement comme source de financement que l'IDE influence la croissance des PVD. La contribution de l'IDE, sans que celle-ci soit nécessairement linéaire, est également attendue à travers, notamment :

- un transfert d'actifs immatériels (transfert de technologie, diffusion du savoir-faire, du système d'organisation et de gestion ...),
- un renforcement des capacités de pénétration des marchés étrangers,
- un approfondissement de la contestabilité des marchés.

Ces gains dynamiques sont, cependant, incertains. Au-delà de la mise en place d'un cadre légal de protection de la propriété intellectuelle, leur réalisation requiert notamment :

- La mise à niveau de l'industrie locale, entendue comme :
 - un accroissement de sa capacité potentielle d'absorption des technologies diffusées par les firmes étrangères
 - un accroissement de sa compétitivité pour atténuer l'éviction du capital local que le choc de l'ouverture au capital étranger entraînera en impact.
- Une promotion ciblée d'IDE de seconde génération, porteurs, de par leur nature même, de technologie et permettant l'insertion des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée à l'économie régionale par la localisation, en leur sein, de segments de la chaîne de production internationale. **[16]**

BIBLIOGRAPHIE :

Barro R.J. 1991. "Economic Growth in a Cross-section of Countries," *Quarterly Journal of Economics*, V106 : 404-443.

Bergsman J., H.G. Broadman et V. Drebensov. 2000. "Improving Russia's Policy on Foreign Direct Investment" Working Paper Series 2329, World Bank, Washington, D.C.

Borzenstein E.J., J.W. De Gregorio et J.W. Lee. 1998 "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth ? " *Journal of International Economics*, V45 :115-135.

Canning G.D. "A Data Base of World Infrastructure Stocks, 1950-1995" Working Paper Series 2246. World Bank, Washington, D.C.

Canning.D., M. Fay et R. Perotti. 1994. "Infrastructure and Growth" in M. Baldassari, L. Paganetto et E. Phelps (eds.) *International Differences in Growth Rates*. London :Mac Millan Press Ltd.

Calvo G., L. Leiderman et C. Reinhart. 1993. "Capital Inflows and the Real Exchange Rate Appreciation in Latin America : The Role of External Factors." *IMF Staff Papers*, V40,

Corden W.M. 1990. "Macroeconomic Policy and Growth: Some Lessons of Experience" *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economic* 1, 1990.

De Gregorio J. 1992. "Economic Growth in Latin America" *Journal of Development Economics* V39:59-84.

De Melo. M, A. Gelb et C. Denizer .1996. "Patterns of Transition from Plan to Market. " *World Bank Economic Review*, V 10 :1-32

Easterly. W et S. Rebello. 1993. "Fiscal Policy and Economic Growth : an Empirical Investigation." *Journal of Monetary Economics* , V32

Economic Research Forum. 1998. "Trends in the MENA Region. " Le Caire.

Edwards, E. 1998 : "Capital inflows into Latin America : a stop-go story ? " Working Paper 6441 National Bureau of Economic Research.

El-Erian, M. 1992. "Restoration of access to voluntary market financing" *IMF Staff Papers* V39,

El Erian.M et M.El Gamal. 1997. "Attracting foreign direct investment to arab countries : Getting the basics right" Working Paper 9718, Le Caire :ERF.

Ghura,D. 1995. "Macro Policies, External Forces and Economic Growth in Sub-Saharan Africa" *Economic Development and Cultural Change*, 759-778.

Haddad. M et A. Harrison. 1993. "Are There Positive Spillover From Direct Foreign Investment? Evidence From Panel Data for Morocco" *Journal of Development Economics* V42: 51-74.

International Monetary Fund. 1996. "International Financial Statistics Yearbook" Washington, D.C.

Lahouel, M.E.H. 1999. "Foreign Direct Investment, the European Mediterranean Trade Agreements and Trade Liberalisation between MENA Countries" Paper presented at the workshop on The Dynamic of New Regionalism in MENA : Integration, Euro-Med Partnership Agreements and After. Cairo, Fevrier 1999

Levine.R et D.Renelt. 1992 : "A Sensitivity Analysis of Cross –country Growth Regressions" *American Economic Review* V.82 : 942-963.

Lucas R. E. Jr. 1990. " Why Does'nt Capital Flow From Rich to Poor Countries ?" *American Economic Review*, V80 : 92-96.

Mankiw N.G., Romer.D et Weil.D. 1992. "A Contribution to the Empirics of Economic Growth" *Quaterly Journal of Economics*, V106 : 407-437.

Mitra.A., A.Varoudakis et M.A. Veganzones. 1998. "State Infrastructure and Productive Performance in Indian Manufacturing" Technical paper 139, OECD , Paris.

Petri P.A. 1997. "The Case of Missing Foreign Investment in the Southern Mediterranean, " Technical paper 128. OCDE. Paris

Singh. H et K.W. Jun. 1995. "Some New Evidence on Determinants of Foreign Direct Investment in Developing Countrie" *Policy Research Working Paper 1531, World Bank*

Solow.R.M. 1956 "A Contribution to the Theory of Economic Growth" *Quaterly Journal of Economics* V70 : 65-94.

Summers.R et A.Heston..1991. "The Penn World Tables (mark5): An Expanded Set of International Comparison, 1950-1988" *Quaterly Journal of Economics* V106 :327-336

UNCTAD.1995. *World Investment Report::Transnational Corporations and Competitiveness*. United Nations Conference on Trade and Development. UN Publication No. E.95.II.A.9.

World Bank. 1999a. "Global Development Finance." Washington, D.C.

World Bank. 1999b. "World Development Indicators." Washington, D.C.

Notes

* Faculté des Sciences Economiques d'Oran et CREAD (Alger).

[1] Cet article est la synthèse d'une étude réalisée pour le compte de la Commission Economique de l'Union Européenne dans le cadre du programme FEMISE. L'étude a également bénéficié d'un financement du CREAD. Les auteurs remercient les participants aux conférences du FEMISE qui se sont tenues à Marseille particulièrement les professeurs Khalid SEKKAT et Sergio ALLESSANDRINI. Ils restent, naturellement, seuls responsables des insuffisances éventuelles.

[2] Les pays méditerranéens considérés, dans cette section, sont l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie.

[3] Cf S. Claessens, D.Oks et R.Polastri (1998)

[4] Cf M.A. El Erian et M.El Gamal (1997). Sur la résurgence du financement privé dans les pays latino- américains, voir M.A El-Erian (1992), S.Edwards (1998).

[5] Voir tableaux en Annexe B du rapport final.

[6] Dans leur étude sur la transition dans les PECO, De Melo et al (1996) construisent un indice de libéralisation de l'économie pondérant trois dimensions des réformes dans les PECO: la libéralisation du marché interne, la libéralisation des échanges externes et l'état d'avancement des privatisations. S, Claessens et al (1998) utilisent cet indice comme déterminant potentiel des flux de capitaux vers les PECO tandis que H, Sing et K,W Jung (1995) utilisent les indices de risque économique et politique développés par l'agence BERI S,A dans leur étude sur l'IDE dans les pays en développement.

[7] Cf W.Easterly et S.Rebello (1993), D. Canning et al (1994), A Mitra et al (1998) entre autres.

[8] Parmi les types d'infrastructures susceptibles d'affecter l'attractivité d'une économie, nous avons retenu la puissance électrique générée, le nombre de lignes téléphoniques installées et la densité du réseau ferroviaire. L'absence de séries longues et fiables n'a pas permis d'inclure d'autres indicateurs d'infrastructure dont, notamment, la longueur du réseau routier.

[9] La composition de cet échantillon figure dans le rapport final.

[10] Cf W, M. Corden (1990)

[11] Pour une dérivation formelle de ces résultats, se reporter au rapport final de l'étude.

[12] Cf D.Ghura (1995).

[13] Le taux de scolarisation comme variable proxy du taux d'investissement en capital humain est une approximation qui invite, cependant, à considérer avec prudence le niveau calculé de ces seuils.

[14] Le coefficient de corrélation entre ces variables, calculé sur 215 observations, est 0.9.

[15] Cf E.J Borzenstein , J.W. De Gregorio et J.W. Lee.(1998).

[16] Sur ce type d'investissement, voir la contribution de J. Bergsman, H.G. Broadman et V. Drebensov (2000)
